J-C. Mailly : « La loi Travail, ce n'est pas fini »

Le leader de FO tient meeting commun, aujourd'hui à Nantes, avec Philippe Martinez (CGT) et les autres opposants à la loi El Khomri. Mais il veut déplacer le combat sur le terrain juridique.

Entretien

Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force ouvrière.

Pourquoi ce meeting commun, ce soir, avec Philippe Martinez ?
L'initiative a été prise par nos unions départementales de Loire-Atlantique. Mais les sept organisations syndicales et de jeunesse présentes dans le mouvement (FO, CGT, Solidaires, FSU, Unef, UNL et Fidl) prendront la parole. L'objet est d'indiquer que la loi Travail, publiée au *Journal officiel*, ne nous convient pas. On ne lâche pas. Ce n'est pas de la com'.

Tour de chauffe ou baroud d'honneur ?
Ni l'un ni l'autre. Là, on relance le dossier en tant que tel. Le 15 septembre, des manifestations auront lieu dans une quarantaine de villes. Pour être clair, on sait bien qu'il n'y aura pas foule et FO n'envisage pas d'autres mobilisations dans la rue par la suite. On continue seulement à mettre la pression avant d'entrer dans une bataille juridique.

La loi Travail, ce n'est donc pas fini ?
134 décrets vont être sortis par le gouvernement d'ici à la fin de l'année. On va les surveiller. Cette loi prévoit que la réécriture du Code du travail doit se faire dans les deux ans. L'une de nos craintes est que l'inversion de la hiérarchie des normes ne s'étende demain à d'autres thèmes que la durée du travail.

AFP

Jean-Claude Mailly (FO) et les autres leaders anti-loi Travail seront en meeting à 17 h 45 aujourd'hui sur l'esplanade des anciens chantiers navals de Nantes.

FO va servir de fer de lance ?
Nos spécialistes juridiques sont sur le dossier. Le Conseil constitutionnel n'a pas validé l'ensemble de la loi, laissant la porte ouverte à des questions prioritaires de constitutionnalité (QPC). Il y a aussi un problème de conformité aux directives européennes et aux conventions internationales du travail. Un jour, un syndicat ou un salarié s'estimera lésé et attaquera en justice. On le soutiendra.

Que faut-il voir dans votre rapprochement avec la CGT ?
Sur la loi Travail, on s'est trouvé avec des revendications et une analyse similaires. Cela ne veut pas dire qu'on est en permanence dans l'unité d'action. Ce n'est pas un rapprochement d'organisation.

Vous serez à la Fête de l'Humanité, ce week-end, une première pour un secrétaire général de FO ?
Oui, car il y a ce débat sur la loi Travail. Dès lors qu'on a des convictions, on peut les défendre partout.

Que pensez-vous de la tournure prise par la campagne présidentielle ?
Je suis inquiet. J'avais dit au gouvernement « Si on ne veut pas qu'une porte s'ouvre, il ne faut pas l'entrouvrir ». Or, avec la loi Travail, il l'a entrouverte. Il y a déjà des politiques qui en rajoutent. Notamment Nicolas Sarkozy, qui veut donner priorité à l'entreprise dans tous les cas de figure. J'espère aussi qu'on ne va pas faire la campagne sur le burkini et que les questions sociales, économiques et européennes vont revenir au cœur du débat.

Recueilli par
Pierre CAVRET.